



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de la Coordination des
Politiques Publiques et de l'Appui Territorial**

Bureau des procédures environnementales et foncières

Affaire suivie par : Marie MAILLET

Tél. 02.41.81.82.95

pref-icpe@maine-et-loire.gouv.fr

2026-027_SUIV_LETEXPL_MM_MARIE SURGELES USINE (0006301945).odt

Angers, le **29 JAN. 2026**

Monsieur le directeur,

Vous m'avez communiqué un dossier de réexamen initialement le 11 mars 2021 et complété en novembre 2024 afin de définir les mesures techniques et réglementaires qui permettront à votre établissement d'être conforme aux exigences de la directive IED à échéance du délai de réexamen, soit 4 ans après la parution au journal officiel de l'Union Européenne (JOUE) des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) associées à la rubrique principale.

Après examen par l'unité inter-départementale Anjou Maine – Pôle Risques Chronique de la DREAL, je vous informe que conformément à l'article R. 515-73 du Code de l'environnement, qu'il n'y a pas nécessité d'actualiser les prescriptions des arrêtés préfectoraux en vigueur de votre site situé, 5, rue de la Perrière à Chacé, commune déléguée à Bellevigne-les-Châteaux (49 400).

Je vous rappelle :

- qu'il convient d'appliquer l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement depuis le 04 décembre 2023.
- que la surveillance des émissions dans l'eau doit être réalisée conformément aux normes visées dans l'arrêté ministériel du 27 février 2020, notamment pour les paramètres suivants : azote global, phosphore total, et chlorures.
- que les installations frigorifiques hors CO2, ammoniac et eau, ne peuvent continuer à fonctionner que sous réserve d'un ODP (Ozone Depletion Potential) = 0 et d'un PRP (Potentiel de Réchauffement Planétaire) inférieur à 2500.
- Vous êtes tenu de mettre en œuvre les dispositions les plus contraignantes entre l'arrêté ministériel du 27 février 2020 et l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié du 12 juin 2003 ; à ce titre, le respect des VLE pour les rejets aqueux (notamment pour les paramètres MES et DCO) ne garantit pas assurément le respect des NEA-MTD en raison de la dépendance avec les rendements de la STEP Marie Surgelés ; pour information, des taux d'abattement

minimaux seront donc prescrits à la STEP Marie Surgelés (n° d'AIOT : 0006303944) par arrêté préfectoral.

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-5 du Code de l'Environnement, vous trouverez ci-joint, une copie du rapport de la DREAL.

Je vous prie de croire, Monsieur le directeur, en l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation,
le chef de bureau



Sébastien TOURAINE

Monsieur le directeur
Société Marie-Surgelés (USINE)
5, rue de la Perrière
Chacé
49 400 Bellevigne-les-Châteaux (49 400).

copies :

- Inspection DREAL-UIDAM
- Sous-Préfecture de Saumur